

Titre de l'étude de Cas : **Appareillage de COMEDUC, une Coalition de l'Education**

Auteur : Sidi Idoumou Boudidè

Nom de la Coalition: Coalition des Organisations Mauritaniennes pour l'Education (COMEDUC)

Pays: Mauritanie

Nombre d'organisations de la société civile membres de la coalition: 68

- But /Objectif Général de la coalition: Constituer une force à base large à même d'apporter une contribution efficace dans la mise en œuvre des politiques publiques en matière d'éducation et des engagements souscrits par la Mauritanie, en particulier dans le domaine de l'EPT.

**1: But et Objectifs de l'étude de cas** : décrire un domaine où le FSCE a enregistré le maximum d'impact dans COMEDUC

Cette brève étude vise à décrire le démarrage de la coalition des organisations mauritaniennes pour l'éducation en Mauritanie.

## **2: Approche et méthodologie utilisées**

Ce premier projet visait le lancement de la jeune coalition mauritanienne, récemment mise en place. Pour cette raison, la présente étude de cas est élaborée sur la base des différentes étapes du processus de démarrage de la coalition avec l'appui d'ANCEFA et du FSCE. Elle retrace très schématiquement et très brièvement l'historique de cette phase ultime de la vie de la Coalition. Elle se base essentiellement sur l'apport des membres du Conseil d'administration et des documents disponibles, étant donné l'absence de moyens financiers destinés à sa réalisation.

### **3.1: Contexte de l'étude de cas**

Créée le 26 Décembre 2009, COMEDUC a obtenu son récépissé, qui en fait aujourd'hui une organisation légalement constituée, le 18 août 2011. Elle est composée de 68 organisations actives dans divers domaines tels que l'alphabétisation, les droits des femmes, la lutte contre la déperdition et la violence en milieu scolaire, les droits des personnes handicapées, la mère et l'enfant, les droits humains, la presse, les populations rurales, les syndicats d'enseignants, la formation, les universitaires, la recherche, la santé, les jeunes, l'insertion des filles en déperdition scolaire, la petite enfance, le monde rural, la réinsertion des filles pauvres non scolarisées, les droits des retraités, le développement.....

Les principales priorités de COMEDUC consistent à :

Contribuer à la réalisation des 6 objectifs de la campagne EPT (Education Pour Tous) en œuvrant pour :

- Appuyer les stratégies des pouvoirs publics en matière d'Éducation ;
- Créer une synergie visant à mettre en commun les compétences et les moyens matériels et financiers nécessaires pour la réalisation de l'EPT en Mauritanie ;
- Constituer un cadre de concertation entre les structures décentralisées de l'État d'une part, et les Organisations Nationales et Internationales d'autre part ;
- Mener des actions intégrées selon une approche participative ;
- Œuvrer pour une éducation qui renforce la cohésion et l'unité nationales.

### 3.2: Introduction sur l'objet de l'étude de cas

Cette première année d'appui du FSCE à la Coalition devait essentiellement permettre le lancement de la Coalition. Dans ce cadre, d'importants succès ont été obtenus, notamment:

➤ **La mise en place de cinq antennes régionales** à l'intérieur du pays : La Coalition a visité 5 wilayas sur les 13 que compte le pays. Dans chacune de ces 5 régions, les organisations de la société civile, actives dans le secteur de l'Éducation ont été sensibilisées et invitées à des assemblées générales qui ont élu un bureau de l'antenne régionale dans chacune de ces wilayas. Ces antennes ont déjà reçu, chacune, une mission d'évaluation avant la fin du Projet.

Malgré la faiblesse des moyens dont elles disposent, elles ont quand même pris contact avec les autorités régionales et réussi à se faire inviter et à contribuer à certaines activités locales. Elles ont également pu s'élargir à de nouvelles organisations locales.

➤ **Un atelier de Formation** sur le plaidoyer a été organisé au profit de 33 membres de la Coalition, dont les 5 premiers responsables des antennes régionales.

Cet atelier avait pour objectif de renforcer les capacités de COMEDUC et ses Organisations membres en leur donnant des connaissances plus précises et plus approfondies sur le plaidoyer, sur l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan de plaidoyer, l'évaluation et le suivi d'un plan de plaidoyer;

- **Un bureau équipé de matériel informatique**, utilisé par un coordinateur, un comptable et une assistante, tous trois pris en charge par le projet.
- **Un site web** de la Coalition est lancé en deux langues (Arabe et Français) : [www.comeduc.org](http://www.comeduc.org);
- **Une conférence de presse pour le lancement du projet FSCE** a été organisée : les medias, les membres de la Coalition et le public sont

informés des objectifs du projet, de la subvention et des résultats attendus. Pour la mise en place du Fonds, COMEDUC a beaucoup avancé. Immédiatement après sa création, la Coalition avait pris contact avec le Réseau Africain de la Campagne pour l'Education Pour Tous (ANCEFA). Ce dernier avait réagi promptement et très favorablement à la demande d'adhésion de COMEDUC par la voix de son coordinateur M. Gorgui Sow et sa coordinatrice pour l'Afrique de l'ouest et centrale Mme Solange Akpo, dont l'assistance technique et les conseils pertinents et fraternels ont permis à la Coalition de soumettre dans un délai record une première mouture du proposal qui lui a permis d'obtenir son premier financement FSCE. Aussi, la visite exploratrice de ANCEFA du 12 au 15 septembre 2010, conduite par son coordinateur M. Gorgui Sow et sa chargée de programme, Mme Ndiaye Lo Aissatou avait beaucoup aidé la Coalition.

Des partenaires présents à Nouakchott ont aussi été sensibilisés : World vision et Oxfam ont été sensibilisés et une rencontre fort prometteuse a eu lieu avec le PNUD à Nouakchott le mardi 14 février 2012.

Par ailleurs, en vue du renforcement de la coalition et des capacités de ses membres, COMEDUC a bénéficié d'un certain nombre de formations :

- Formation du comptable en perspective de la gestion des finances du projet FSCE,
- Atelier sous régional sur le financement de l'Education du 11 au 15 juillet à Bujumbura qui a permis de :
  - renforcer les capacités de trois participants mauritaniens à comprendre les questions clés relatives au financement de l'éducation,
  - mieux préparer ces participants à développer une campagne nationale sur le financement de l'éducation adaptée au contexte national qui s'appuie sur les initiatives existantes,
  - les sensibiliser sur l'importance d'adapter la campagne nationale sur le financement de l'éducation aux opportunités, aux demandes spécifiques et aux plans nationaux conçus par les organisations impliquées dans les questions de l'éducation.
- L'atelier de consensus de COMEDUC facilité par ANCEFA des 21 et 22 septembre 2011 a contribué à consolider COMEDUC pour qu'elle puisse mener la campagne nationale EPT de manière permanente à travers :
  - La contribution au renforcement de la campagne nationale et à la promotion des perspectives de collaboration avec ANCEFA,
  - L'appui apporté à la coalition afin de l'aider à élaborer un plan de campagne nationale et un plan de communication pour mieux la faire connaître,
  - La contribution à l'identification des besoins en renforcement de capacités de la coalition,

- L'appui à la coalition pour mettre en place une stratégie de mobilisation de ressources,

En matière de réseautage et de relations stratégiques, la campagne en direction des organisations syndicales les plus représentatives et celles membres de l'IE, ainsi que les ONG et associations du pays a permis de tripler quasiment le nombre d'organisations membres de la Coalition, qui sont passées de 26 à 68. Et ce malgré le fait que sur les 13 régions du pays, seules 5 ont été touchées par cette campagne. Cette campagne a aussi permis une nette amélioration du consensus au sein de la société civile.

### 3.3: Description du problème

Publié en avril 2005, le rapport final de l'étude d'identification d'un programme d'appui à la société civile en Mauritanie, préparé par ECDPM et HKAConsult et financé par le Fonds Européen de Développement, énumère les faiblesses de la société civile mauritanienne ainsi qu'il suit : « faible éveil des OSC, perception peu claire du rôle de la société civile, dispersion des acteurs liée au manque de spécialisation et d'un cadre de concertation, récupération d'une grande majorité des OSC par l'administration, politisation de certaines OSC, faiblesses des capacités institutionnelles, manque de formation et d'organisation, faiblesse des moyens (manque d'appui direct), absence d'objectifs clairs pour certaines OSC, faiblesse des compétences (ce qui limite le dialogue avec l'administration et les bailleurs de fonds) et d'organisation, esprit de volontariat limité, absence d'un vrai soutien populaire, espace d'intervention réduit (concentration dans les grandes villes), très forte personnalisation de la plupart des OSC, l'existence d'OSC ayant des buts lucratifs pénalise souvent celles qui œuvrent pour l'intérêt commun, manque d'information sur les opportunités de participation, faible solidarité entre OSC, influence tribale sur les actions des OSC, dépendance vis-à-vis de l'administration et des financements extérieurs, tendance approche 'projet' dominante, confusion des rôles et mandats, prolifération désordonnée de nouvelles structures (notamment les réseaux), absence de fonds propres, fortes tensions, rivalités et luttes de pouvoirs (ayant causé l'échec de la tenue de l'Assemblée générale du Cyberforum), acteurs combinant rôles publics et de société civile... ».

Une situation liée au climat politique qui prédomine dans le pays depuis sa naissance. Un climat qui n'a jamais favorisé l'émancipation de la société civile, et dans lequel les cadres nationaux et les partenaires techniques ont une importante part de responsabilité, bien que la plus grande part incombe aux différents gouvernements qui se sont succédés au pouvoir du pays.

Il ya donc urgence de contribuer à structurer, à organiser et à renforcer les capacités de la société civile de l'Éducation dans le pays. C'est seulement à ce prix que les organisations mauritaniennes de l'éducation seraient en mesure d'apporter une contribution significative à la réalisation des objectifs de l'EPT.

D'où l'idée de création d'une coalition pour l'éducation, afin de profiter de l'appui du FSCE à la réalisation de ces objectifs.

### 3.4: Analyse du problème et des défis

Les différents maux énumérés ci-dessus ont tous joué, et de concert, contre le démarrage de la Coalition des Organisations Mauritanienne pour l'Éducation. Je me limiterai à énumérer, à titre d'exemple, l'impact de quelques uns sur la naissance de la Coalition :

- La dispersion des acteurs, liée au manque de spécialisation et d'un cadre de concertation a pour résultat que les OSC se connaissent peu. Et, naturellement, s'installent un certain climat de suspicion et un manque de confiance certain, suspicion et manque de confiance qui, à leur tour, accélèrent la dispersion, ce qui rend difficiles le réseautage et la coalition.
- La récupération d'une grande majorité des OSC par l'administration fait que ces organisations profitent de quelques facilités avec la complicité de certaines administrations. Ces organisations s'abstiennent de coaliser avec celles susceptibles de poser les problèmes de manière à faire la lumière sur certains aspects de la gestion de ces administrations.
- La politisation de certaines OSC est un obstacle majeur devant l'unité d'action, provoquant parfois les confrontations, entre les OSC. Etant donné le déficit en cadres d'un certain niveau d'engagement bénévole, les activistes de la société civile sont les mêmes qui militent dans les formations politiques, au risque souvent de se brouiller et de confondre leurs deux champs d'action. Et, dans la plupart des cas, le choix de l'allié de la société civile dépend de l'appartenance politique.
- La très forte personnalisation de la plupart des OSC réduit l'organisation presque à la personne de son premier responsable. On ne connaît souvent pas le nom de l'OSC qu'on appelle généralement « l'organisation d'untel (nom de son premier responsable) ». Chacun tirant profit de cette situation : le premier responsable représentant exclusif de l'OSC à tous les forums, formations et conférences, et voyageant en son nom ; et les autres membres se déchargeant de tout le travail de l'Organisation sur le dos du premier responsable.
- La combinaison des rôles publics et de société civile, au moins, a l'inconvénient que l'acteur n'ait pas suffisamment de temps à consacrer à la société civile. Sans compter les situations où cet acteur est à la fois juge et plaignant.

### 3.5: Résultats de l'analyse et des discussions sur le problème

Il en ressort l'importance d'encourager la naissance d'une nouvelle génération de réseaux/coalitions dont la gestion sera confiée à un groupe de citoyens convaincus de l'importance de leur rôle de bénévoles dans l'émergence d'une société civile désintéressée et engagée au service du pays. La société toute entière, le gouvernement en premier, mais aussi les politiques, les partenaires et les amis du pays ont chacun un rôle important à jouer dans cette entreprise.

Le gouvernement et son administration doivent s'abstenir d'instrumentaliser les organisations de la société civile et arrêter toute discrimination sur la base de clientélisme quelque soit sa forme.

Les responsables des OSC doivent, à leur tour, se comporter dignement et se débarrasser du joug de la soumission, tout en restant impartiaux, objectifs et justes dans leur combat pour une société civile capable de contribuer efficacement à la construction nationale. Ils doivent jouer la transparence dans les détails les plus élémentaires de leur action, en partageant intégralement toutes les informations liées à la vie de leur OSC. Mais aussi, ils doivent favoriser la réalisation collective de l'ensemble des tâches, tout en veillant à leur exécution.

Quant aux partenaires, ils ont le devoir de se munir de discernement et de jouer la franchise vis-à-vis des différents partenaires.

### **3.6: La politique du gouvernement**

Jusqu'ici, les membres du gouvernement interpellés par la coalition ont quasi ignoré les invitations et demandes d'audiences de celle-ci. Toutefois, étant donné la relative jeunesse de la coalition et ses campagnes encore timides envers le gouvernement, il serait hâtif de tirer des conclusions à ce stade. Ajouté à cela, le climat politique et sécuritaire que vit le pays ne favorise pas un engagement optimal avec le gouvernement.

### **3.7: Effets de la politique du gouvernement**

Signalons qu'actuellement, en 2012, l'éducation est sous tutelle d'un ministère d'Etat à l'Education Nationale, à l'Enseignement supérieur et la Recherche Scientifique. Ce ministère coiffe trois ministères délégués: un ministère délégué auprès du ministre d'Etat à l'Education Nationale chargé de l'Enseignement fondamental, un ministère délégué auprès du ministre d'Etat à l'Education Nationale chargé de l'Enseignement secondaire et un ministère délégué auprès du ministre d'Etat à l'Education Nationale chargé de l'emploi, de la Formation Professionnelle et des Technologies Nouvelles.

Par ailleurs, les statistiques fiables disponibles sont relativement anciennes.

La version révisée en décembre 2010 de la 7<sup>e</sup> édition des données mondiales de l'éducation élaborées par l'UNESCO et le Bureau International de l'Education, fournit un certain nombre de données chiffrées relatives à l'enseignement public (gratuit), à l'enseignement privé (payant), aux écoles et aux effectifs scolarisés.

Quelques chiffres tirés de cette enquête contribueraient à donner une idée sur l'état de l'éducation en Mauritanie.

Selon cette enquête, «l'information disponible concernant l'enseignement préscolaire est loin d'être exhaustive. Le dispositif d'enseignement recensé, se composait de 27 jardins d'enfants publics, 194 jardins d'enfants privés, et 147 garderies communautaires en 2008. Les effectifs étaient estimés à 14730, dont 11782 dans le secteur privé soit 81.8%. Le taux brut de scolarisation était estimé à 5.2%.

L'enseignement fondamental a connu une croissance accélérée des effectifs qui sont passés de 360677 élèves en 2000-2001 à 394400 en 2002-2003, puis à 473688 élèves (dont 45884 élèves dans le secteur privé) en 2007-2008. » Cette enquête reconnaît que « 41% des enfants n'atteignent pas la fin du fondamental » et dénombre 3675 écoles fondamentales ouvertes en 2007-2008.

Toujours selon cette même étude, « les effectifs du secondaire général sont passés de 93247 élèves en 2004-2005 à 96893 en 2007-2008, dont 65896 élèves en premier cycle (21.1% dans le secteur privé) et 30997 en second cycle (26.6% dans le privé). ».

Le document de présentation de la direction des ressources humaines du ministère d'Etat à l'Education Nationale, à l'Enseignement supérieur et la Recherche Scientifique donne des chiffres plus récents sur le personnel enseignant :

	<b>Nbre</b>
Administration Centrale	1209
DREFPs	18027
Enseignement technique	450
Etablissements publics	797
positions	1381
Proposés à la révocation	288
<b>TOTALMEENESRS</b>	<b>22152</b>

Source : site web du ministère d'Etat à l'Education Nationale, à l'Enseignement supérieur et la Recherche Scientifique

Notons que malgré la gratuité de l'enseignement public, l'enseignement privé monte en flèche. Cet essor s'explique essentiellement par la crise de l'Ecole publique qui n'a plus la confiance des parents qui, malgré leurs moyens limités, préfèrent s'adresser au privé pour l'éducation de leurs enfants.

En fait, depuis son avènement jusqu'à présent, le gouvernement a joué globalement au statu quo. Son action s'est limitée à l'ouverture de quelques nouveaux établissements, le déplacement d'un établissement vers l'intérieur du pays, etc.

Il a, par ailleurs, encouragé la précarisation de la fonction d'enseignant à travers le recrutement d'un nombre relativement important d'enseignants contractuels, sans aucune formation pédagogique. Aussi, un recul important est enregistré dans la gestion du personnel enseignant, etc.

### **3.8: Le rôle des Coalitions Nationales pour l'Education(CNE)**

La Coalition des Organisations Mauritanienne pour l'Education a réussi à rassembler un réseau large et varié d'OSC représentant les différentes composantes de la société civile mauritanienne, sans se heurter à une réelle opposition. La seule réticence provenait d'organisations habituées à avoir pratiquement le monopole des

activités dans le secteur de l'Éducation, et qui se sentent plus à l'aise en travaillant en groupes restreints d'amis et collègues issus exclusivement du Secteur.

#### **4: Résultats de l'étude de cas**

La principale réalisation pour le moment reste l'existence d'une large coalition en laquelle les organisations membres continuent de croire de plus en plus, et où la confiance s'installe petit à petit. Une coalition qui couvre une bonne partie du territoire national et reste ouverte à toutes les organisations soucieuses de la question de l'Éducation.

#### **5: Evaluation**

Les handicaps, énumérés par le rapport final de l'étude d'identification d'un programme d'appui à la société civile en Mauritanie, préparé par ECDPM et HKAConsult, sont pratiquement les mêmes dans beaucoup de pays et dans beaucoup de secteurs. Il est important qu'on en prenne conscience partout et qu'on s'attèle à les surmonter par la mise en place de réseaux/coalitions dont la gestion sera confiée à un groupe de citoyens convaincus de l'importance de leur rôle de bénévoles dans l'émergence d'une société civile désintéressée et engagée au service de la société.

#### **6: Leçons apprises**

Il est urgent de mesurer l'importance d'un certain nombre de préalables pour la réussite d'une coalition nationale, notamment :

- Avoir la confiance des organisations membres par le partage systématique de l'information, des avantages et des tâches,
- Prendre conscience de ses forces et, surtout, de ses faiblesses, et les étaler au grand jour pour les mettre à profit ou les surmonter de manière définitive, pour les dernières.
- Mettre en confiance toutes les parties : gouvernement, hommes politiques, élus, partenaires, etc.

#### **7: Recommandations de bonnes pratiques**

Cette étude est surtout un regard introspectif, une observation de la conscience individuelle par elle-même que chacun doit commencer par faire.

#### **8: Conclusion**

Grace à la coalition, les organisations membres ont profité de l'appui d'ANCEFA et du projet FSCE. Par exemple, le comptable de la coalition a participé à une

formation organisée par OXFAM, il a profité de deux formations sur place, données par des experts d'Oxfam. Le coordonnateur de la CNE et deux autres membres de la société civile ont participé à une formation sur le financement de l'éducation, organisée par ANCEFA dans le cadre du projet FSCE, 2 missions d'ANCEFA en Mauritanie ont partagé leurs expériences pendant plusieurs jours avec les membres de la CNE, et des documents d'une grande utilité ont été mis à la disposition des organisations membres de la CNE.

Malgré les obstacles nombreux et multiformes qui se dressent devant le combat de la société civile dans son ensemble, la Coalition des organisations mauritaniennes pour l'éducation vient de démarrer. Elle a tout intérêt, à naviguer à plein gaz, tellement il y a de pain sur la planche, tout en restant, paradoxalement, attentive aux innombrables icebergs et écueils sur son chemin. C'est ainsi qu'elle réussira à se faire accepter et à prendre sa place dans le dialogue politique sur l'éducation, et devenir un acteur incontournable de la société civile mauritanienne.

## 9. Références

- Rapport final de l'étude d'identification d'un programme d'appui à la société civile en Mauritanie, préparé par ECDPM et HKAConsult, avril 2005 ;
- Mauritania-world Data on Education2010-2011;
- Document de présentation la direction des ressources humaines du ministère d'Etat à l'Education Nationale, à l'Enseignement supérieur et la Recherche Scientifique :  
<http://www.education.gov.mr/NR/rdonlyres/BC1E1693-4078-401F-AC20-F9E774C2BF78/0/PRESENTATIONDRH2011.pdf>

## Détails de l'auteur

Nom : Sidi Idoumou Boudidè

Organisation : Coalition des Organisations Mauritaniennes pour l'Education

Adresse BP : 5434 Nouakchott - Mauritanie

Téléphone : 0022246719629

Email : [siboudide@gmail.com](mailto:siboudide@gmail.com)